

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 20 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STEF Logistique Toussieu**

Allée de Lecco  
ZAC Mâcon Nord  
71000 Mâcon

Références : FL/NM/2023/M\_225  
Code AIOT : 0024700063

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement STEF Logistique Toussieu implanté ZAC Mâcon Nord - Allée de Lecco 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2023, une action régionale sur la thématique des équipements sous pression. Celle-ci a été réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont eu pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression présents au sein des établissements exploitant des ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

La présente inspection a été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

Par sondage, l'inspection des installations classées a retenu, pour son contrôle, deux équipements sous pression de la liste établie par l'exploitant conformément aux dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 :

- séparateur d'huile CCT2 fabriqué par la société MSI en 2017 avec le numéro de série 17.296, un volume de 60 litres et une pression maximale admissible de 25 bar ;
- réservoir de liquide 2 fabriqué par la société MSI en 2003 avec le numéro de série 03.53002, un volume de 11,5 litres et une pression maximale admissible de 30 bar.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEF Logistique Toussieu
- ZAC Mâcon Nord - Allée de Lecco 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0024700063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF Logistique Toussieu, spécialisée dans le transport et la logistique du froid pour les produits agroalimentaires et thermosensibles exploite sur le territoire de la commune de Mâcon une plateforme logistique.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 02/2124/2-3 du 12 juin 2002 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 11-02524 du 18 mai 2011.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- équipements sous pression.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
2	Suivi en service avec plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Sans objet
4	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
5	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet
6	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
7	État d'appareils à pression	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection :

- 1 non-conformité a été constatée, sur le thème suivant : report erroné d'une date d'inspection périodique au sein de la liste des appareils à pression ;
- 3 demandes de compléments sont formulées concernant :
  - la mise à jour de la liste des appareils à pression ;
  - la transmission d'un plan d'inspection ;
  - la justification de la surveillance de la mise en œuvre d'un plan d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter la liste des appareils à pression présents sur le site.  Celle-ci répond aux exigences de : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;</li><li>• la fiche technique n° 7 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression porté par l'USNEF (union syndicale nationale des exploitations frigorifiques), dans sa version du 23 juillet 2020, reconnu par la décision du BSERR (bureau de la sécurité des équipements à risques et des réseaux de la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires) n° 20-037 du 19 août 2020.</li></ul> <p>Pour autant, l'inspection des installations classées relève que la colonne intitulée « déclaration mise en service » est complétée, pour chaque appareil sous pression, de l'information suivante : « non soumis au suivi en service ». Cette information est erronée : les équipements doivent bien faire l'objet d'un suivi en service, cependant ils ne sont effectivement ni soumis à déclaration de mise en service, ni à contrôle de mise en service.</p> <p>D'autre part et après consultation du compte-rendu de la dernière inspection périodique (IP) réalisée sur le séparateur d'huile CCT2 fabriqué par la société MSI en 2017 portant le numéro de série 17.296, l'inspection des installations classées constate que la date d'IP diffère entre celle mentionnée sur la liste des appareils à pression (23/06/2021) et celle du compte-rendu (21/06/2021).</p> <p><b>Non-conformité :</b> l'inspection des installations classées relève une non-conformité, à la date du contrôle du 12 mai 2023, en constatant une erreur dans la liste des appareils à pression établie avec un report erroné de la date de dernière inspection périodique réalisée sur le séparateur d'huile CCT2 fabriqué par la société MSI en 2017 portant le numéro de série 17.296.</p> <p><b>Demande de compléments :</b> l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées la liste mise à jour des appareils à pression présents sur le site et le compte-rendu de la dernière inspection périodique réalisée en 2023 sur le séparateur d'huile CCT2 référencé 17.296.</p>
<b>Observations :</b> En raison de la date de prochaine inspection périodique de cet équipement prévue le jeudi 9 juin 2023, cette erreur n'aura vraisemblablement pas eu d'impact sur le respect de la période maximale fixée entre les inspections périodiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Suivi en service avec plan d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire partiel de plans d'inspections
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.  Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.  La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée : - directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 36 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ; - par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement. [...]
<b>Constats :</b> Les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage (séparateur d'huile CCT2 et réservoir de liquide 2 fabriqués par la société MSI respectivement en 2017 et 2003 et ayant les numéros de série suivants : 17.296 et 03.53002) font l'objet d'un suivi en service selon des plans d'inspections rédigés sous la responsabilité de l'exploitant en application de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, et ce, sur la base du cahier technique professionnel (CTP) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques du 23 juillet 2020 : <ul style="list-style-type: none"><li>• séparateur d'huile CCT2 : plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-RTAF du 23/06/2021 ;</li><li>• réservoir de liquide 2 : plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-CLIM du 06/12/2021.</li></ul> Le plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-RTAF du 23/06/2021 a été rédigé par une personne compétente désignée par l'exploitant, titulaire d'une habilitation pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression au sein du groupe STEF.  Ce titre, daté du 10 mars 2021, atteste qu'à la suite d'une formation du 9 mars 2021, la personne en question, déjà détentrice d'une habilitation valable jusqu'au 18 mars 2022, remplit toutes les conditions nécessaires au maintien de son habilitation pour une durée de trois ans, et ce, pour réaliser notamment les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• rédaction de plans d'inspection selon le CTP ;</li><li>• inspections périodiques des équipements frigorifiques.</li></ul> Le plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-RTAF du 23/06/2021 n'est pas encore approuvé par un organisme habilité étant donné que l'échéance de la première requalification périodique (RP) suivant la date d'application de ce plan n'est pas encore atteinte (fabrication de l'équipement en 2017 et première RP en 2029).
<b>Demande de compléments :</b> l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées le plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-CLIM du 06/12/2021 (le plan d'inspection no PI-STF-MAC-LOG-71-RTAF du 23/06/2021 ayant été transmis en doublon par messages électroniques du 17 mai 2023).

L'inspection des installations classées constate que le plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-RTAF du 23/06/2021 ne prévoit pas explicitement si la surveillance de sa mise œuvre est assurée soit par l'exploitant, soit directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I de l'article 34 du présent arrêté ou enfin sous sa responsabilité.

**Demande de compléments :** l'exploitant précisera à l'inspection des installations classées de quelle manière la surveillance de la mise en œuvre du plan d'inspection n° PI-STF-MAC-LOG-71-RTAF du 23/06/2021 est assurée conformément aux dispositions du VII de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Le cas échéant, l'exploitant mettra à jour son plan d'inspection.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Inspections périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances d'inspections périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - un an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - deux ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.  [...]
<b>Constats :</b> Suivant les informations de la liste établie par l'exploitant conformément aux dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, les échéances réglementaires des inspections périodiques (IP) étaient respectées au jour de l'inspection du 12 mai 2023 pour les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage : <ul style="list-style-type: none"><li>• séparateur d'huile CCT2 : dernière IP réalisée le 23/06/2021, prochaine IP prévue le 23/06/2023 ;</li><li>• réservoir de liquide 2 : dernière IP réalisée le 06/12/2021, prochaine IP prévue le 06/12/2025.</li></ul> En effet, pour ces équipements la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 48 mois selon le point C.3 du chapitre C du cahier technique professionnel (CTP).  Le séparateur d'huile CCT2 appartenant à un système frigorifique comportant plusieurs récipients suivis en exploitation selon le chapitre C du CTP, la période maximale à prendre en compte est la période correspondant aux récipients suivis selon le même chapitre C de catégorie la plus élevée, en l'occurrence la catégorie IV imposant une période maximale de 24 mois.
<b>Observations :</b> À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué par message électronique du 17 mai 2023 que la prochaine inspection périodique du séparateur d'huile CCT2 était planifiée le jeudi 9 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Inspections périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse de comptes-rendus d'inspections périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.  II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.  III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a consulté les comptes-rendus des dernières inspections périodiques (IP) réalisées pour les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage : • séparateur d'huile CCT2 : numéro de visite DF_210621_511 du 21/06/2021 ; • réservoir de liquide 2 : numéro de visite DF_211206_721 du 06/12/2021.  Les deux comptes-rendus consultés n'incluent pas d'observation contredisant le maintien en service des équipements.  L'inspection des installations classées relève : • l'adéquation des caractéristiques des deux équipements sous pression sélectionnés par sondage avec les caractéristiques des accessoires de sécurité précisées sur les deux comptes-rendus d'IP consultés : ◦ séparateur d'huile CCT2 : déclenchement du pressostat à 23 bar et déclenchement de la soupape à 25 bar soit à des pressions inférieures ou égales à la pression maximale admissible de l'équipement de 25 bar ; ◦ réservoir de liquide 2 : déclenchement de la soupape à 27,5 bar soit à une pression inférieure à la pression maximale admissible de l'équipement de 30 bar ; • que les deux comptes-rendus d'IP consultés : ◦ comportent la référence du plan d'inspection afférent et la date d'inspection périodique ; ◦ sont signés par l'intervenant et l'exploitant.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées relève : • que les comptes-rendus d'inspections périodiques pourraient être améliorés en : ◦ ajoutant leur date de signature. Cette absence de date de compte-rendu pouvant expliquer la non-conformité relevée au sein de la première fiche de constat du présent rapport d'inspection (divergence de date de dernière inspection périodique entre la liste des appareils à pression et le compte-rendu d'inspection périodique) ;

- mentionnant explicitement le maintien ou non en service, même si les comptes-rendus indiquent clairement que les résultats sont conformes ou satisfaisants ;
- que le compte-rendu de l'inspection périodique du 21/06/2021 (numéro de visite DF\_210621\_511) réalisée sur le séparateur d'huile CCT2 comporte une erreur de plume concernant l'échéance de la prochaine inspection périodique à réaliser : 01/05/2029 au lieu de 21/06/2023).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Requalifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances de requalifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Suivant les informations de la liste établie par l'exploitant conformément aux dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, les échéances réglementaires des requalifications périodiques (RP) étaient respectées au jour de l'inspection du 12 mai 2023 pour les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage : <ul style="list-style-type: none"><li>• séparateur d'huile CCT2 : mise en service de l'équipement le 01/05/2017, prochaine RP prévue le 01/05/2029 ;</li><li>• réservoir de liquide 2 : dernière RP réalisée le 20/08/2018, prochaine RP prévue le 20/08/2030.</li></ul> En effet, pour ces équipements la période maximale entre les requalifications périodiques est fixée au maximum à 12 ans selon le point C.4 du chapitre C du cahier technique professionnel et le point A.3.2 de son chapitre A.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Requalifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse de comptes-rendus de requalifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.- Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.- Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.- Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li><li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées a consulté le compte-rendu de la dernière requalification périodiques (RP) réalisée par l'organisme habilité Bureau Veritas le 20/08/2018 pour le réservoir de liquide 2 fabriqué par la société MSI en 2003 et ayant le numéro de série suivant : 03.53002.</p> <p>Le compte-rendu consulté n'inclut pas d'observation contredisant le maintien en service de l'équipement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : État d'appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> En raison de la présence de revêtements sur les deux équipements sous pression sélectionnés par sondage, le contrôle visuel de terrain effectué a été sommaire, mais l'inspection des installations classées n'a constaté ni de dégradation ou de déformation apparente, ni de fuite ou d'échappement, ni de corrosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet